



**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

ACCORD-CADRE

**Réalisation et commercialisation des espaces publicitaires
d'un magazine pour la CCI GARD**

Référence : 25GARD01L

**Acheteur :
Chambre de Commerce et d'Industrie Gard
CCI GARD
111, chemin de la tour de l'Evêque
30900 Nîmes**

Sommaire

1-Dispositions générales du contrat	3
1.1- Objet du contrat	3
1.2- Décomposition du contrat	3
Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination et la dévolution en lots séparés est financièrement plus coûteuse pour l'exécution des prestations.....	3
1.3- Type d'accord-cadre	3
1.4- Prestation supplémentaire éventuelle obligatoires	3
1.5- Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.6- Réalisation de prestations similaires	4
2- Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur	5
3.2 Interlocuteur pour la CCI	5
3.3 Réunion de lancement	5
4- Confidentialité et mesures de sécurité	5
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	5
4.2 - Obligations du titulaire	5
4.2.1 - Exercice des droits des personnes.....	6
4.2.2 - Notification des violations de données à caractère personnel	6
4.2.3 - Durée et modalités de conservation des données.....	6
4.2.4 - Sort des données.....	6
4.2.6 - Registre des catégories d'activités de traitement	6
4.2.7 - Documentation	6
4.3 - Obligations de l'acheteur	6
5- Durée et délais d'exécution	7
5.1 Durée du contrat	7
5.2 Reconduction.....	7
6- Prix	7
6.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
6.2 Contenu des prix	7
6.3 Modalités de variation des prix	7
7 Garanties Financières.....	8
8 Avance	8
9 Modalités de règlement des comptes	9
9.1 Acomptes et paiements partiels définitifs	9
9.2 Présentation des demandes de paiement	9
9.3 Délai global de paiement.....	9
9.4 Paiement des cotraitants.....	9
9.5 Paiement des sous-traitants	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	10
11.1- Vérifications.....	10
11.2 Présentation des livrables	11
11.3 Modifications techniques.....	11
12 Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	11
13 Développement durable.....	11
14 Pénalités	11
Pénalités de retard	11
Pénalité pour travail dissimulé	11
16 Assurances	12
17 Clause de réexamen	12
18 Résiliation du contrat.....	12
Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	12
Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
19 Règlement des litiges et langues.....	13
20 Exécution des prestations :	13
20.1 Réalisation-rédaction mise en page, conception graphique, rubriquage, régie publicitaire du magazine Partie 1 :	14
20.1.1 Respect de la charte graphique et des règles formelles.	15
20.1.2 Confidentialité ;	15
20.1.3 Cession de droits	15
21.1 Régie Publicitaire Partie 2 :	15
21.2 Tarif de vente des espaces publicitaires.....	16
21.3 Définition des prestations :	16
21.3 Prospection	16
21.4 Contrôle de la publicité.....	17
21.5 Livraison des annonces publicitaires.....	17
21.6 Problème de parution.....	17
22 Prestations supplémentaires éventuelles OBLIGATOIRES :	17
22.1 PSE1 : Impression du magazine :	17

Contexte

Réunissant des chefs d'entreprise élus par leurs pairs, la CCI Gard est au service des 50 000 établissements de l'industrie, des services et du commerce du département.

La voix, les idées et besoins des dirigeants d'entreprises et des acteurs économiques, qui sont au cœur du développement du territoire, doivent être partagés et entendus.

À cette fin la CCI GARD désire mettre en place un magazine visant à informer ses ressortissants sur les sujets économiques concernant le commerce l'industrie et les services et à valoriser les actions et missions de la CCI.

1-Dispositions générales du contrat

1.1- Objet du contrat

Le présent accord cadre a pour objet la rédaction, la conception graphique et la commercialisation d'espaces publicitaires d'un magazine pour la Chambre de Commerce et d'Industrie du Gard en format hybride (papier et digital).

Ce magazine vise à informer les ressortissants gardois sur les sujets économiques (commerce, industrie et services) et à valoriser les actions et missions de la CCI.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Chambre de Commerce et d'Industrie Gard

111, chemin de la tour de l'Evêque

30900 Nîmes

1.2- Décomposition du contrat

Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, l'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination et la dévolution en lots séparés est financièrement plus coûteuse pour l'exécution des prestations.

1.3- Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec **maximum annuel de 84 800,00 € HT, (offre de base 40 000,00 € HT, montant total des trois PSE : 44 800,00 € HT)**, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à émission de bons de commande.

1.4- Prestation supplémentaire éventuelle obligatoires

Conformément à l'article R2151-9 trois PSE obligatoires sont exigées. Celle-ci concerne l'ajout de l'impression du magazine à la solution de base.

Libellé	Description	Montant annuel estimé de la PSE en € HT
PSE1 (obligatoire), Impression du magazine	Impression de 8 à 10 000 exemplaires du magazine par numéro	24 000,00 €
PSE2 (obligatoire), Distribution	Il sera ajouté la distribution dans les commerces des villes de Nîmes et Alès à raison de 2000 commerces (par numéro porté)	6 000,00 €
PSE3 (obligatoire), Routage	Il sera ajouté le routage des magazines par courrier postal à raison de 1000 exemplaires envoyés (par numéro envoyé et par carton de 25 numéros)	14 800,00 €

1.5- Conditions d'attribution des bons de commande

La prestation ne pourra être exécutée qu'après l'envoi au titulaire d'un bon de commande.
Une prestation effectuée sans bon de commande émis ne pourra pas donner lieu au paiement.
Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description détaillée des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande spécifiant les prix HT, le taux et le montant de la TVA et le prix TTC.

Toutes clauses ou conditions contraires imprimées sur les lettres ou factures sont nulles et non avenues à l'égard de la Personne Publique.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.6- Réalisation de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la passation de marché de prestations similaires exécutées par le fournisseur initial.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2- Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et elles prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- L'annexe financière complète (pour chaque élément de mission)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Le calendrier prévisionnel pour chaque étape de la mission précisant les délais d'exécution de chaque élément de mission et fournissant un descriptif détaillé de chaque élément de mission, validé des deux parties lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre
- La décomposition du temps d'intervention
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 pour la prestation de réalisation rédaction du magazine.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, pour l'ensemble des autres prestations (Régie publicitaire – Conception Graphique – Impression)

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCP ou CCAG-cités ci-dessus.

3 - Intervenants

3.1 Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique. Tout changement d'intervenant devra impérativement se faire au profit d'un intervenant de profil et d'expérience similaires afin de respecter les compétences initiales dédiées à la mission, telles qu'annoncées dans l'offre.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

3.2 Interlocuteur pour la CCI

La personne désignée comme interlocuteur direct de la CCI Gard pour l'exécution des prestations sera :
Monsieur Grégoire PIERRE-DESSAUX, directeur général

g.pierre-dessaux@gard.cci.fr

3.3 Réunion de lancement

Après la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra dans les locaux de la CCI Gard ou en visioconférence.

Au cours de cette réunion, toutes les questions concernant l'exécution des prestations pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché.

À cette occasion, l'ensemble des prestations tant de réalisation du magazine que de la régie publicitaire, et autres prestations si nécessaire, devra être arbitré à l'issue de la réunion.

Cette réunion aura lieu avant le démarrage de la prestation afin de préciser les éléments du présent marché.

Cette réunion sera l'occasion de valider le calendrier prévisionnel. Une fois validé des deux parties, le calendrier prévisionnel acquiert valeur contractuelle.

Au cours de cette réunion, toutes les questions concernant l'exécution des prestations pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché.

4- Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est liée à la prestation

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@occitanie.cci.fr

4.2.2 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

4.2.3 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : toute la durée de la prestation

4.2.4 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.5 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.6 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, sur demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5- Durée et délais d'exécution

5.1 Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification, sans que sa durée totale ne puisse excéder 24 mois.

5.2 Reconduction

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à UNE dont la durée de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 24 mois.

6- Prix

6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires indiqués dans l'annexe financière et à l'acte d'engagement.

Pour l'offre de base :

- « Réalisation d'un numéro du magazine (rédaction, conception graphique, mise en page rubriquage, prestation de Régie publicitaireetc.) » (Partie 1)
- Le montant des recettes de la Régie Publicitaire perçu par la CCI GARD, par magazine (Partie 2)

Pour les PSE :

- Pour la PSE1 (obligatoire) il sera ajouté l'impression des 8 à 10 000 exemplaires lors de chaque édition. (par numéro)
- Pour la PSE2 (obligatoire), il sera ajouté la distribution dans les commerces des villes de Nîmes et Alès à raison de 2 000 commerces (par numéro porté)
- Pour la PSE3 (obligatoire), il sera ajouté le routage des magazines par courrier postal à raison de 1 000 exemplaires envoyés (par numéro envoyé et par carton de 25 numéros)

Dans le cas où le montant des recettes réalisé au titre des recettes publicitaires est inférieur au montant garanti, le titulaire s'engage à indemniser à hauteur du complément permettant d'atteindre les montants de recettes précités.

6.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et toutes sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix sont réputés comprendre les frais et charges annexes nécessaires à l'exécution de la prestation, en particulier :

- Les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement,
- Les charges fiscales et parafiscales,
- La main d'œuvre,
- La livraison

6.3 Modalités de variation des prix

Le marché est traité à **prix ferme** pour la 1^{ère} année d'exécution.

À partir de la 2^{ème} année, si le marché est reconduit, les prix des prestations seront révisables selon les formules ci-dessous mentionnées.

➡ **Partie 1** - Sur la réalisation du magazine dont rédactionnel :

La révision de prix reposera sur l'Indice SYNTEC (Indice du Coût Horaire du Travail Tous Salariés). Le nouveau prix sera calculé en application de la formule de révision suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1 : prix révisé

PO : prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé

SO : indice SYNTEC de référence retenue à la date contractuelle d'origine soit le dernier indice connu au moment de l'établissement des prix, dit « mois zéro » ; le « mois zéro » correspond au mois précédent la date limite de remise des offres, soit le mois de « Août 2025 ».

S1 : le dernier indice connu au moment de la révision

➤ **Partie 2** : Le taux de commission de régie est ferme et définitif pour la durée totale du marché.

Le marché est traité selon une commission au pourcentage selon les tarifs de publicités édictés par la CCI Gard
À partir de la 2^{ème} année, si le marché est reconduit, la rémunération suivra l'évolution tarifaire des insertions.

Le titulaire s'engage à notifier à la CCI Gard, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs avec un préavis minimum de 40 jours avant leur mise en application.

Ces nouveaux tarifs deviendront contractuels si La CCI Gard ne fait aucune observation dans un délai de 30 jours à compter de leur date de réception.

PSE 1 :

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Indice : N°001652047 Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Travaux d'impression et services connexes (FMOA181000)

PSE2 :

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Indice : N°010766768 Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret de proximité

PSE 3 :

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Indice : N°010766368 Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 53 – Services de poste et de courrier

7 Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 Avance

Aucune avance n'est prévue sauf stipulation des articles R2191-3 à 2191-18,

9 Modalités de règlement des comptes

9.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro d'engagement figurant sur la bonne commande
- 5° La désignation du payeur avec l'indication, pour les personnes publiques du service chargé du paiement ;
- 6° La (les) date(s) de la formation et la durée en jours ;
- 7° L'intitulé de la formation (titre)
- 8° Le prix unitaire hors taxes par jour de formation et le montant des frais annexes (si applicable)
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique : identifiant de la structure publique (SIRET de la CCI Gard : 130 022 825 00017)

Seules les factures comportant l'ensemble des mentions contractuelles seront estimées conformes. Les factures non conformes sont rejetées.

9.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Concernant la prestation de réalisation du magazine (Partie 1) ou (PSE) l'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Pour la Régie Publicitaire le prestataire devra présenter les ordres de publicités pour facturation par la CCI Gard. Le prestataire sera responsable de tous les ordres de publicité apportés par ses soins. Il pourra refuser toute affaire dont le crédit lui paraîtrait douteux. Il s'assurera du sérieux et de la solvabilité de ses annonceurs et s'attachera à mettre tout en œuvre afin de récupérer les sommes dues y compris par la voie contentieuse en faisant appel si utile à une société spécialisée à cet effet.

Le prestataire fera son affaire personnelle du paiement des diverses commissions qu'il pourrait devoir tant aux agences qu'à d'autres intermédiaires qualifiés en publicité, qu'à ses propres représentants ou collaborateurs.

Pour chaque numéro, à la date butoir indiquée par les personnes en charge de l'exécution du marché, le titulaire devra adresser aux personnes en charge de l'exécution du marché à la CCI GARD, un compte-rendu qui mentionnera :

- La liste des annonceurs,
- L'espace acheté (format, emplacement éventuel, et le tarif appliqué,
- Les bons de commandes signés par les annonceurs.
- L'annonce presse au bon format avec les éléments associés (URL de redirection)
- Le montant des recettes (factures à émettre)
- Le rapport écrit définitif des contacts pris et des démarches réalisées pour le n° concerné, ainsi que les résultats associés.

Tous les articles rédigés, les interviews, reportages et les insertions publicitaires doivent être validés par la direction générale.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1- Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Réalisation du magazine. (Partie 1) ou (PSE) :

La CCI Gard sera le seul juge de la qualité des prestations effectuées.

Le contrôle portera sur la qualité et la quantité dans le respect du présent CCP.

En cas de différence constatée entre les dispositions du CCP et les prestations réalisées, le titulaire sera invité à pallier le dysfonctionnement dans les meilleurs délais.

À l'issue des opérations de vérifications la CCI Gard pourra prononcer l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par la Responsable de la Communication après validation du BON À TIRER (BAT).

Si ces prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, la CCI prononcera l'admission avec réfaction de prix, proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Les vérifications seront effectuées par Grégoire PIERRE-DESSAUX

Régie Publicitaire (Partie2)

La CCI Gard sera le seul juge du type d'annonceur retenu et du contenu des annonces

Le contrôle portera sur la qualité et la quantité dans le respect du présent CCP.

À l'issue des opérations de vérifications la CCI Gard pourra prononcer l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission sera prononcée par la Responsable de la Communication après validation du BON POUR INSERTION

Si ces prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, la CCI prononcera l'admission avec réfaction de prix, proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Les vérifications seront effectuées par Grégoire PIERRE-DESSAUX ou la personne qu'il désignera.

11.2 Présentation des livrables

L'ensemble des livrables seront soumis à l'approbation du référent technique : Grégoire PIERRE-DESSAUX ou la personne qu'il désignera

11.3 Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, l'acheteur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par l'acheteur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

12 Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Dans les conditions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre concernant la prestation de réalisation rédaction du font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de la CCI, qui en a la libre utilisation et peut céder certains droits à des tiers.

13 Développement durable

Conformément au critère RSE prévu à l'article 7.2 du règlement de consultation le candidat précisera les modalités mises en place dans son activité pour développer la démarche RSE tels que :

- Les actions mises en place dans le cadre de sa démarche en développement durable.
- Des indicateurs d'évaluation de la performance en développement durable.
- Les labels et modalités de réalisation du magazine

14 Pénalités

Pénalités de retard

Les délais contractualisés lors de la réunion de démarrage sont impératifs.

Lorsque ces délais contractuels d'exécution ou de livraison sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100% de la valeur HT des prestations en retard.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI et 14.1.3 du CCAG FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie

17 Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché,

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

18 Résiliation du contrat

Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparté un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à

poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 Règlement des litiges et langues

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Nîmes

16 Avenue Feuchères

30000 NIMES

Tél : 04 66 27 37 00

Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- introduire, avant la signature du marché, un recours gracieux auprès de l'acheteur public contre la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre ;

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat par la personne publique. À partir de la signature du contrat ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L 551.13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles. Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. À partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass, 4 avril 2014, " Département de Tarn-et-Garonne ", n° 358994).

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Marseille

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

Place Félix-Baret

CS 80001

13282 MARSEILLE CEDEX 06

Courriel : catherine.pietri@paca.gouv.fr

20 Exécution des prestations :

La CCI du Gard souhaite réaliser un magazine clef en mains qui sera le document de référence de la CCI Gard, utile au territoire.

Ce Magazine trimestriel qui contiendra 44 à 48 pages environ, dont le candidat propose le format traitera des sujets économiques Gardois.

À titre d'exemple :

- Portraits d'entreprises
- Actualités économiques,
- Relai des services et actions CCI
- Mise en avant des catégories : service, industrie et commerce
- Agenda des événements économiques...

Le prestataire devra s'adapter aux aléas de l'actualité c'est-à-dire, avoir la capacité de réactivité dans le changement de sujets à traiter.

Ce magazine sera diffusé aux entreprises et institutionnels du Gard (environ à 10.000 exemplaires)

Les conditions de livraison et de distributions seront établies par la CCI GARD lors du démarrage de la prestation.

Le prestataire devra réaliser la Gestion de la régie publicitaire, les facturations et encaissement seront réalisés par la CCI.

20.1 Réalisation-rédaction mise en page, conception graphique, rubriquage, régie publicitaire du magazine Partie 1 :

Le prestataire devra structurer et réaliser un Magazine trimestriel de 44 à 48 pages

Il concevra une ligne éditoriale représentative du tissu économique et plus précisément des 50 000 entrepreneurs du Gard en collaboration avec la CCI Gard.

Les textes qui seront produits dans le cadre de cette publication devront répondre aux critères suivants :

- Promouvoir le tissu économique Gardois ;
- Porter les messages de la CCI et promouvoir ses missions et ses services,
- Informer et fédérer,

Dans le cadre de cette prestation le candidat devra :

- Mettre en place un comité de rédaction
- Elaborer une planification de la réalisation du numéro

Identifier des interlocuteurs externes locaux principalement, pour la réalisation de dossier de fonds.

- Collecter et centraliser l'information opérationnelle pour le lectorat auprès des services de la CCI et de ses élus,
- Identifier et réaliser les articles, le rubriquage et de l'équilibre entre secteurs d'activité, territoires et typologie d'entreprise
- Proposer et élaborer le sommaire en respectant le rétroplanning selon les sujets choisis.
- Déterminer une pagination,
- Mettre en place le rubriquage (des rubriques fixes et récurrentes et des rubriques « libres » à définir à chaque numéro au moment de la validation du sommaire avec Grégoire PIERRE-DESSAUX ou la personne qu'il désignera.)
- Rédiger l'ensemble du contenu du magazine, réaliser le graphisme, le montage et la mise en page du magazine, avec Grégoire PIERRE-DESSAUX ou la personne qu'il désignera en charge du suivi de la réalisation du magazine, en liaison avec les différents prestataires intervenants : graphiste, photographes imprimeurs...etc.
- Créer et concevoir les visuels ou création d'une identité visuelle. Cette prestation concerne tous les postes où il n'y a pas déjà de visuel existant.
- Stocker et archiver les fichiers pour le compte de l'acheteur
- Réaliser les formats adaptés à la mise en ligne ou à l'impression
- Effectuer les relectures et corrections au sein d'un comité de relecture (1 personnel CCI et 1 représentant

- de l'agence),
- Veiller à la préparation du ou des BAT
- Veiller à la réalisation du format digital du numéro pour mise en ligne et diffusion sous format dématérialisé.

Le prestataire devra prendre contact avec les différentes sources nécessaires à la rédaction des articles. Cette prise de contact peut se faire par mail ou par téléphone. Le prestataire devra aussi, si c'est nécessaire, se déplacer, aller à la rencontre du ou des interlocuteurs, embarquer avec les agents de la CCI. À chaque fois, le prestataire devra bien préciser qu'il est missionné par la CCI.

Avant la remise de texte, le prestataire devra faire relire et valider le ou les articles auprès des différentes sources et contacts. Une fois ce premier travail de validation fait, le titulaire du présent lot transmet l'ensemble des textes sous fichier Word ou Open Office à l'adresse suivante : g.pierre-dessaux@gard.cci.fr

À partir des fichiers sources, du chemin de fer, des textes sur fichier Word, des photos dans la bonne résolution, le titulaire devra mettre en page chaque nouveau numéro.

La validation se fera par messagerie électronique, à partir d'un fichier PDF.

Le titulaire s'engage à effectuer les modifications dans les plus brefs délais, jusqu'à validation du document par la CCI GARD

Le titulaire s'engage à préparer les fichiers pour l'impression et à les transmettre à l'imprimeur, (dont les coordonnées lui seront communiqué par la CCI dans le cadre de la prestation de base). Il s'assurera de la qualité des impressions, et notamment des photos.

À chaque nouveau numéro un pré-sommaire du numéro est réalisé, Ce pré sommaire est transmis au prestataire, ainsi qu'un rétroplanning

20.1.1 Respect de la charte graphique et des règles formelles.

Le Titulaire s'engage à respecter la charte graphique et le format des insertions publicitaire. Il s'engage aussi à fournir un travail exempt de toutes fautes orthographiques, syntaxiques et grammaticales, à veiller à la qualité des photos et à réactualiser les publicités.

Le Titulaire s'engage à recueillir l'accord de l'annonceur sur l'annonce publicitaire (bon à tirer signé) avant sa transmission à la CCI.

20.1.2 Confidentialité ;

Le prestataire ne devra ni communiquer, ni divulguer les sujets, les documents et les contacts qui lui seront confiés. Il ne pourra ni transmettre, ni porter à connaissance les rédactions et les sujets qu'il aura traité et assuré pour le compte de la CCI. De même, les articles qui auront été refusés, car ne répondant pas aux attentes de la CCI, ne pourront être proposés à d'autres titres de la presse écrite ou web.

20.1.3 Cession de droits

Conformément à l'article 12 du présent CCP, le prestataire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature, y compris de propriété intellectuelle, afférents aux prestations demandées ci-dessus, permettant ainsi à la CCI de les exploiter librement.

Le titulaire du marché s'engage à transmettre à la CCI l'ensemble des fichiers sources de la commande.

La CCI est seule propriétaire du contenu réalisé par le prestataire. Il se réserve tout droit de modification, de synthèse, de réutilisation pour ses actions de sensibilisation et de communication, sur tous ses supports de communication, existants ou à venir, en version papier comme en version numérique.

La cession est consentie pour la durée légale de protection des droits d'auteur.

Le nom des autrices, auteurs et graphistes sera mentionné dans la publication. De même si le contenu est amené à être réutilisé sur un autre support.

21.1 Régie Publicitaire Partie 2 :

Réalisation de l'organisation et réalisation de la régie publicitaire du magazine de la CCI Gard en format hybride (papier et digital).

Le titulaire fera son affaire :

- du démarchage publicitaire ;
- de la gestion de la signature des contrats d'achats d'espace, du bon à tirer signé par chaque annonceur
- de la collecte des éléments nécessaires à la réalisation des encarts publicitaires, de la conception des insertions et de la fabrication des fichiers numériques ;
- de la remise des fichiers numériques à la CCI GARD, dans les délais prévus dans le rétroplanning qui sera communiqué au Titulaire avant la parution du magazine ;
- de l'établissement d'un bordereau récapitulatif des annonceurs qui sera transmis au service comptabilité et au service Communication de la CCI avant la fin du mois de la publication ;
- de l'envoi des justificatifs aux annonceurs ;

Le titulaire réalisera la totalité des opérations commerciales, à savoir :

- la prospection auprès des annonceurs,
- la promotion du support,
- la commercialisation des espaces,
- la collecte des publicités auprès des annonceurs,

21.2 Tarif de vente des espaces publicitaires

Les tarifs d'insertion seront établis, conformément à la réglementation interne des CCI, selon l'offre transmise par le candidat en respectant la réglementation concernant les ratios d'insertions publicitaires.

Ils devront être adaptés au contexte économique afin d'assurer la pérennisation des annonceurs.

Le prestataire détaillera également les éléments sur lesquels il s'est basé pour fixer ces prix.

Les tarifs devront être fixés pour chaque type d'insertion possible selon le format, la pagination et le nombre de passages.

Le prestataire détaillera également la nature et les taux de remise qui pourront être appliqués pour chacun des supports ; ceux-ci ne pourront en aucun cas excéder 40 %.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation : frais de prospection, frais de facturation, documents relatifs à ladite prospection, mise en page des publicités...

Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur à la date de facturation.

21.3 Définition des prestations :

Le candidat devra définir les formats et nombre d'annonces publicitaires maximum par magazine en conformité avec la réglementation.

Par « publicité » s'entend toutes insertions – annonces presse, publiprédactionnels, encart agrafé, dessins, photos, etc... pour le magazine.

Par « publicité », il faut entendre la publicité locale, régionale, extrarégionale voire internationale.

21.3 Prospection

Le régisseur aura la charge de prospecter, de recueillir et de promouvoir par tous les moyens à sa convenance la publicité à insérer dans le magazine de la CCI Gard.

Il fera son affaire personnelle de l'obtention de tous les droits et autorisations nécessaires préalables.

Il s'agit de la prospection de tous commerces, industries, sociétés, associations et organismes divers à visée économique désireux d'acheter un espace publicitaire dans le magazine.

Le titulaire mettra en œuvre tous les moyens nécessaires (force de vente, études, RP événementielles...) pour optimiser sa démarche. Il devra clairement indiquer aux annonceurs sa qualité de société privée dûment habilitée par le présent marché et respecter leur entière liberté de souscrire ou non un contrat.

Le titulaire fera pour chaque numéro, un point écrit régulier de l'ensemble des contacts pris dans le cadre de sa prospection ainsi que l'ensemble des résultats associés à ses démarches. Le rythme de ces points réguliers sera défini lors de la réunion de lancement du marché qui suivra la notification de celui-ci.

Le titulaire adressera à la CCI l'original des ordres signés avec les montants de remise au fur et à mesure de leur réception afin de prévoir au mieux le chemin de fer de chaque magazine (dans le cadre de la prestation de base seule) et la facturation correspondante.

Le titulaire est informé que la CCI ne s'engage en aucun cas à mettre à sa disposition leur fichier de contacts.

21.4 Contrôle de la publicité

Le titulaire veillera à refuser toute proposition d'insertion publicitaire dont le crédit lui semblerait préjudiciable à l'image de la CCI, ou qui serait contraire aux règles de la profession.

La CCI se réserve le droit de refuser toute annonce non conforme techniquement ou qui ne respecterait pas son éthique.

La CCI se réserve le droit de refuser des publicités sous la forme de public-rédactionnels.

Les publicités à caractère politique ou confessionnel ou contraires aux règles morales, ou pouvant apparaître comme mensongères ou polémiques, ne seront pas admises.

La vente d'espaces publicitaires ne pourra pas s'accompagner de promesses d'emplacements privilégiés ni de rédactionnels.

La CCI se réserve la possibilité d'insérer des publicités internes pour faire la promotion de ses propres événements dans son magazine en informant en amont de la phase de commercialisation le titulaire.

21.5 Livraison des annonces publicitaires

Le titulaire collectera les publicités auprès de ses annonceurs, vérifiera leur format ainsi que leur qualité technique et s'assurera de l'accord des annonceurs par un bon à tirer.

Il devra fournir aux personnes en charge de l'exécution du présent marché pour la CCI, les éléments suivants :

- tous les fichiers nécessaires au bon format (mentionné sur l'ordre d'insertion signé), directement utilisables au format adéquat pour l'impression et/ ou la mise en ligne du magazine, ainsi qu'une sortie papier. Les fichiers seront en quadrichromie (directement exploitables par un imprimeur).

- Pour le format digital : les liens de redirection pour chaque annonceur

Le titulaire devra soumettre aux personnes en charge de l'exécution du présent marché pour validation :

- la liste des annonceurs, le contenu des annonces du magazine 5 semaines avant la remise du magazine à l'imprimeur

- les documents définitifs (fichiers) 3 semaines avant la remise du magazine à l'imprimeur *en cas d'attribution de la prestation de base seule*

Les dates limites exactes pour la remise des éléments ci-dessus seront spécifiées pour chaque numéro par la personne en charge de l'exécution du marché.

21.6 Problème de parution

En cas de défaut de parution ou d'impression (en cas d'attribution de la prestation de base seule), si celui-ci résulte d'une erreur imputable au pouvoir adjudicateur ou à l'imprimeur, la CCI proposera à l'annonceur via le titulaire du marché, en dédommagement, une nouvelle parution dans un des numéros suivants, selon les disponibilités, sans que l'annonceur ait à payer une deuxième insertion.

Dans le cas d'un refus de l'annonceur pour cette proposition, la valeur de l'encart publicitaire erroné sera alors exclue du montant global des recettes.

22 Prestations supplémentaires éventuelles OBLIGATOIRES :

22.1 PSE1 : Impression du magazine :

En complément de la solution de base, ci-dessus énumérée, le titulaire s'engage à respecter les modalités de réalisation des prestations selon les conditions précisées dans son cadre de réponse technique et selon le coût de l'impression par numéro sous un format encollé tel que défini dans son annexe financière.

L'impression se fait en collaboration avec les différents acteurs de la chaîne de réalisation du magazine

En cas de validation de la PSE le prestataire fera son affaire de l'ensemble des étapes de la prestation liée à l'impression des magazines soit 8 à 10 000 exemplaires à chaque parution trimestrielle.

22.2 PSE2 : Distribution dans les commerces

Le titulaire s'engage à respecter l'exécution des prestations de port en main propre des magazines auprès des commerçants du centre-ville de Nîmes et d'Alès, où on dénombre respectivement 1400 et 700 commerces, tel qu'il aura défini dans son cadre de réponse technique. Cela représente entre 2000 et 3000 magazines remis (un ou plusieurs exemplaires selon la demande des commerces).

22.3 PSE3 : routage des magazines par courrier postal

Le titulaire s'engage à respecter les modalités d'expédition des magazines à des entreprises et institutionnels par paquet de 5 magazines ou de 25 magazines, à raison de 1000 exemplaires par numéro, dans les conditions qu'il aura préalablement définies dans son cadre de réponse technique.